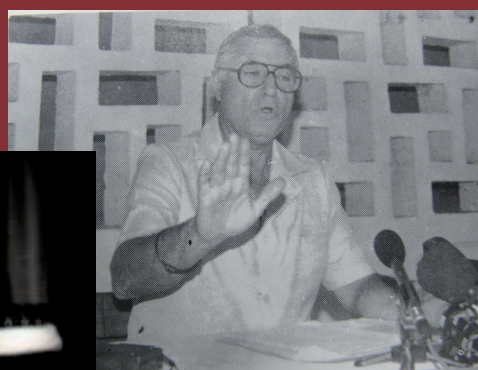


LOUIS VERMAY

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

Un archipel aux avatars coloniaux



L'Harmattan

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

**UN ARCHIPEL
AUX AVATARS COLONIAUX**

LOUIS VERMAY

**LES COMORES,
UN PEUPLE BAFOUÉ**

**UN ARCHIPEL
AUX AVATARS COLONIAUX**

The logo for L'Harmattan, featuring the publisher's name in a serif font with a stylized leaf or feather graphic above the letter 'H'.

L'Harmattan

© L'HARMATTAN, 2014
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-01919-2
EAN : 9782343019192

SOMMAIRE

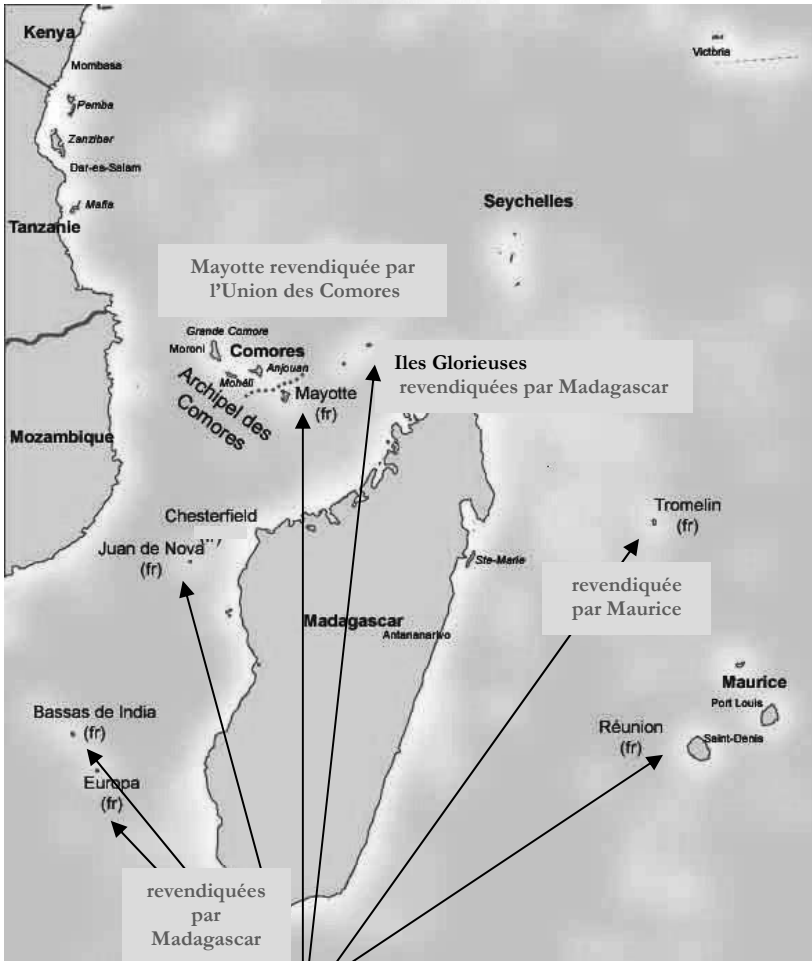
▪ AVANT-PROPOS		09
▪ DÉDICACE		11
▪ PROLOGUE		13
▪ INTRODUCTION	Marché de dupes	19
▪ CHAPITRE 1	« Le Président a trouvé la mort »	25
▪ CHAPITRE 2	Bob Denard coupable	81
▪ CHAPITRE 3	Mon éveil politique	125
▪ CHAPITRE 4	Démocratie du coucou à Maore	173
▪ CONCLUSION	Au-delà de l’océan Indien	209
▪ EPILOGUE		235
▪ POST-SCRIPTUM		237
▪ LIVRES, MEDIAS		243
▪ ANNEXES		247

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

LES ÎLES FRANÇAISES À LA PÉRIPHÉRIE DE MADAGASCAR ET LES REVENDICATIONS AFFÉRENTES



Madagascar



Les îles administrées par la France constituent une partie des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) sauf la Réunion et Maore (Mayotte) qui sont des départements

AVANT-PROPOS

L'HISTOIRE DES COMORES EN CINQ DRAPEAUX



Un pays et une souveraineté exprimée par trois drapeaux

Au centre, trois drapeaux comoriens où apparaissent de façon récurrente les quatre étoiles figurant les quatre îles de l'archipel ; deux représentant la République fédérale islamique des Comores jusqu'en 2001, et celui pentacoleur de l'actuelle Union des Comores.

Un proconsul, Bob Denard^①, au service de deux drapeaux, ceux des républiques française et sud-africaine

Le drapeau sud-africain est celui de l'apartheid ; la France, drapée dans les couleurs nées de la Révolution et de la déclaration des droits de l'Homme, mène avec l'aide des mercenaires stipendiés par l'Afrique du Sud une politique néocoloniale au sein de l'Union des Comores. Le 12 décembre 1989, Bob Denard donne une conférence de presse : « Moi, colonel Saïd Mustapha Madhjou, je jure solennellement en mon âme et conscience, devant Dieu et devant les hommes, sincères et véritables les déclarations qui vont suivre... » Pourtant, ses déclarations à propos des événements ayant abouti à la mort du Président Abdallah sont un tissu de mensonges.

Onze présidents au service des trois drapeaux comoriens

Ahmed Abdallah (1975 et 1978-1989), assassiné ; Saïd Mohamed Jaffar (1975-1976) ; Ali Soilih (1976-1978), assassiné ; Mohamed Djohar (1989-1995), exilé à la Réunion par la France ; Caambi el-Yachourtu (intérim 1995-1996) ; Mohamed Taki (1996-1998) ; Tajiddine ben Saïd Massonde (intérim 1998-1999) ; Assoumani Azali (1999-2006) ; Hamada Madi Bolero (intérim 2002) ; Ahmed Abdallah Sambi (2006-2011) ; Ikililou Dhoinine (2011-...)

^① Cf. biographie en annexe.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

« Cette guerre a pour enjeu ni plus ni moins que la condition de l'homme et que, sous l'action des forces psychiques qu'elle a partout déclenchées, chaque individu relève la tête, regarde au-delà du jour et s'interroge sur son destin... »

Mais, en Afrique Française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires.

C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi. »

Charles de Gaulle, *discours de Brazzaville*, 30 janvier 1944

« Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires. »

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

« Je crois à la valeur de tout ce qui est enfoui dans la mémoire collective de nos peuples et même dans l'inconscient collectif... Je crois en la vertu plasmatrice des expériences séculaires accumulées et du vécu véhiculé par les cultures. »

Aimé Césaire, *Le discours sur la négritude*^①

« Mayotte, tu nous manques. La séparation des Mahorais de leur entité historique et culturelle demeure une catastrophe qui constitue un handicap supplémentaire pour nous dégager des griffes de la misère. »

Saïd Larifou^②, *Les Comores, le pari de l'avenir*

^① Discours prononcé le 26 février 1987 à Miami (Etats-Unis).

^② Saïd Larifou est l'avocat de l'Etat comorien lors du procès de Bob Denard en 1999 ; cf. bibliographie.

DEDICACE

Je remercie Geneviève et nos enfants Laetitia, David et Vanessa

J'exprime ma sympathie à l'ensemble des Comoriens des quatre îles de l'archipel, Ngazidja, Nzwani, Mwali et Maore^①, qui forment un ensemble cohérent par leur communauté multiséculaire de géographie, écosystème, population, économie, culture, traditions, langue, religion et histoire.

Puissent tous les habitants de l'archipel être à nouveau maîtres de leur destin, et, forts et fiers de leurs propres valeurs et atouts, sans rien renier de leurs passé, croyances, antagonismes, valeurs et coutumes, trouver leur propre voie vers le développement !

Je pense avec émotion aux centaines de victimes comoriennes, englouties dans l'océan Indien lors de leur tentative d'émigration vers Maore et oubliées dans l'océan de la mémoire des hommes.

Je dédie ce livre aux morts et blessés comoriens et français de la nuit du 26 au 27 novembre 1989 dont les noms suivent^② :

Morts

- Ahmed Abdallah Abderrahmane, président de la République fédérale islamique des Comores : arme à feu
- Sergent-chef Jaffar Abdallah, garde du corps du Président : arme blanche puis arme à feu
- Monique Terrasse, secrétaire à la présidence et amie du Président : surdose de médicament, selon la Garde présidentielle (GP)

^① Les noms en langue locale sont employés de préférence ; respectivement Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte.

^② Cette liste est personnelle et est fondée sur mes observations, des témoignages et les déclarations de Bob Denard en ce qui concerne la Garde présidentielle.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

- 1^{re} classe Saïd Abdou Ben Abdou, de Moanza Zambani, chef de poste de la garde à la 1^e compagnie : arme à feu
- Gendarme de garde aux bureaux de la présidence : arme à feu

Blessés

- Commandant Ahmed Mohamed Hazi, chef d'état-major des forces armées comoriennes : éclats et souffle de grenade
- Sergent Ibrahim Assane Ali, 1^e compagnie : éclats de grenade
- Caporal Madi Mze, 1^e compagnie : éclats de grenade
- 2^e classe Ali Ahmed Abene, 1^e compagnie : éclats de grenade
- 2^e classe Taoufi Moussa, 1^e compagnie : arme à feu
- Gendarme de garde à la présidence : arme à feu
- Soldat de la GP à la présidence : éclats de grenade
- Soldat de la GP à la présidence : arme à feu

PROLOGUE

ENTRE FRÉGATE, CORSAIRE ET COUCOU

Au début, la Frégate, la colonisation militaire

- Frégate, navire de guerre de surface apte à tenir la haute mer en toutes conditions et dont la mission est d'exercer un contrôle des espaces maritimes sur lesquels la France étend sa souveraineté. La frégate symbolise la présence maritime française ; en 1761, un vaisseau de la Compagnie des Indes s'échoue sur l'île de Tromelin et les Blancs y abandonnent leurs esclaves noirs ; en 1843, ce n'est pas une frégate, mais une gabare qui accoste à Maore avec le capitaine Passot^① des Troupes de marine^② pour prendre possession de l'île.

- Frégate, oiseau de mer dont les Comores sont un des habitats naturels ; nom d'une île de l'océan Indien, sous la souveraineté de Maurice.

Puis, le Corsaire proconsul et ses mercenaires, supplétifs de la France et de l'Afrique du Sud

- Corsaire, terme par lequel Bob Denard se définit dans *Bob Denard Corsaire de la République*^③ ; membre de l'équipage d'un navire armé, autorisé par une lettre de course à attaquer tout navire battant pavillon d'Etats ennemis.

- Proconsul, « nom donné aux anciens consuls qui recevaient le gouvernement d'une province et possédaient les pouvoirs militaire, civil et judiciaire » ; par extension, à l'instar de Bob Denard, « personnage qui exerce, dans une province ou une colonie, un pouvoir absolu et sans contrôle. »

Enfin, le Coucou^④, la néo-colonisation politico-militaire

- Coucou, oiseau de l'hémisphère nord qui parasite le nid d'autres espèces en y déposant ses œufs.

- La France initie la démocratie du coucou à Maore en 1841 et la parachève par le référendum de 2009^⑤.

- Bob Denard, au gré de ses missions et services commandés, fait « coucou » aux Comores en 1975, puis « coucou, me revoilà » en 1978 et 1995.

^① Cf. en annexe : Jalons des relations entre la France et les Comores.

^② Dénommées Troupes coloniales du début du XX^e siècle jusqu'à la décolonisation.

^③ Livre de Bob Denard et Georges Fleury ; cf. bibliographie.

^④ Louise Michel, exilée en Nouvelle-Calédonie, invente l'expression ; cf. chapitre 4.

^⑤ Référendum sur la départementalisation de l'île en mars 2009.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

EMBRUNS VENUS DE L'ARCHIPEL COMORIEN

Vérité à Mamoudzou (Maore)

30 mars 2009 : Les Mahorais approuvent largement la création du département de Mayotte, journal *Le Monde*

Malgré un taux de participation (61,02 %) inférieur à celui des trois consultations précédentes depuis 1974, les Mahorais se sont massivement prononcés, dimanche 29 mars, en faveur du projet de départementalisation de Mayotte. Sur les 72 035 inscrits, parmi lesquels une part importante de résidents en Métropole ou à la Réunion, 41 492 électeurs ont voté « oui » soit 95,22 %. C'est un moment historique pour Mayotte et les Mahorais. C'est un rêve porté par plusieurs générations qui se réalise, a commenté Nicolas Sarkozy... Le Président du conseil général a salué la victoire contre ces Etats [l'Union des Comores] qui nous réclament, sur le principe archaïque d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation...

Dans l'archipel voisin des Comores, cette consultation est évidemment jugée nulle et non avenue.

18 janvier 2010 : N. Sarkozy réaffirme l'ancrage de Maore à la France, Zinfos974.com

Mayotte, référendum après référendum, a marqué son attachement indéfectible à la France... Vous êtes Français depuis 1841, bien longtemps avant Nice et la Savoie. Mayotte, c'est la France ! Mayotte est française, et elle le restera... Cette départementalisation, je vous l'ai promise...

Un habitant de Mayotte sur trois est en situation irrégulière. Il y a 15 000 travailleurs en situation irrégulière. Les services de l'Etat ont arrêté vingt fois plus de passeurs qu'en 2002... Les auteurs des exactions de l'année dernière,... seront recherchés et jugés. La France, c'est le dialogue pas l'affrontement, l'élection pas la loi du plus fort.

Erreur au-delà, à Fomboni (Mwali), Domoni (Nzwani) et Moroni (Ngazidja)

L'article 1 de la Constitution actuelle (2002), celle de l'Union des Comores, reprend les termes de la Constitution précédente et l'antienne du Président Ahmed Abdallah qui n'a de cesse d'affirmer que l'éléphant Comores ne peut marcher sur trois pattes : « L'Union des Comores est une République, composée des îles autonomes de Mwali (Mohéli), Maore (Mayotte), Nzwani (Anjouan), Ngazidja (Grande-Comore). »

PROLOGUE

Mai 2008 : Article de Hanan Ben Rhouma, journaliste comorien

La France a refusé mercredi l'asile politique pour l'ancien président d'Anjouan... mais il ne sera pas extradé vers son pays... M. Bacar, réfugié dans les îles françaises de Mayotte puis de la Réunion depuis sa destitution fin mars s'est finalement vu refuser l'asile politique par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). M. Bacar ne pourra donc plus rester en France. Mais surprise : il ne sera pas renvoyé vers son pays par mesure de sécurité malgré la demande d'extradition formulée par les autorités comoriennes...

Une trentaine de députés comoriens ont manifesté jeudi à Moroni pour protester contre la venue du « ministre français des Colonies ». Malgré son soutien à l'opération militaire de l'Union africaine, la France est accusée d'avoir exfiltré M. Bacar vers Mayotte puis la Réunion. Depuis fin mars, de nombreuses manifestations ont éclaté pour réclamer l'extradition de M. Bacar mais aussi le rattachement de Mayotte aux Comores.

Deux jours durant, Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, accompagné du secrétaire d'Etat de la Coopération et de la francophonie, Alain Joyandet, discuteront avec le président comorien Ahmed Abdallah Sambi... Au menu : une coopération renforcée avec les Comores pour lutter contre l'immigration clandestine à Mayotte.

Janvier 2009 : déclaration du Président Ahmed Abdallah Sambi

Mayotte est comorienne et rien au monde ne peut changer cette réalité. Nous ne pouvons pas réintégrer Mayotte comme nous l'avons fait avec Anjouan mais nous ne cesserons jamais de revendiquer cette île ... Nous n'avons pas les moyens d'empêcher l'organisation de ce référendum, mais nous ferons tout ce qui est nécessaire pour le dénoncer ... Je ne signerai aucun accord de coopération avec la France tant que la libre circulation des personnes ne sera assurée et que des gens continueront à périr en mer.

Mercredi 3 mars 2010 : *La lettre de Malango*^①

Ce matin, les drapeaux français ont été ressortis et brandis dans les rues de Fomboni [Mwali]... Des expulsions d'Anjouannais, installés à Mwali, ont commencé. Sambi [le Président de l'Union des Comores] étant originaire d'Anjouan, la population mobélienne veut ainsi protester contre ce qu'elle considère comme un coup d'Etat constitutionnel [le report de l'élection présidentielle].

Les émigrants continuent de mourir...

Novembre 2008 : Journal *Le Monde*

Quatre personnes sont mortes et dix-sept sont portées disparues dans le naufrage d'une embarcation de clandestins qui tentaient d'accoster l'île française de Mayotte...

^① Organe d'information pertinent sur l'archipel des Comores.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

L'embarcation, appelée localement kwassa-kwassa^①... a fait naufrage en tentant de franchir la barrière de corail dans le sud de l'île de Mayotte...

Dimanche 7 mars 2010 : La Lettre de Malango

Dans la nuit de samedi à dimanche, un kwassa a fait naufrage au large de Kani-Kéli, faisant, selon un premier bilan, 9 victimes et 24 rescapés, selon un communiqué de la préfecture de Mayotte... La plupart des survivants sera expulsée dans les jours à venir.

Les expulsions s'amplifient...

Mercredi 10 mars 2010 : La lettre de Malango

256 détenus pour... 90 places... à la prison de Mayotte. « Nous avons levé le pied en matière de condamnation dans le domaine de l'immigration clandestine... », dit le procureur de Mayotte. « Au-delà de 256 détenus... tout matelas supplémentaire générerait l'ouverture des portes... », précise le préfet de Mayotte.

Vendredi 16 avril 2010 : La lettre de Malango

6 645 étrangers dont 1 308 mineurs ont été éloignés au cours du premier trimestre 2010, plus qu'au cours du premier semestre 2009. Aussi, le record des éloignements de 2009, soit 19 972 éloignements, pourrait être battu...

Lundi 26 juillet 2010 : Journal Libération

A Mayotte, au centre de rétention, 140 personnes dans 137 m². Le contrôleur général des prisons au Journal officiel : ...Le centre n'est pas équipé de lits et chaque personne ne dispose pas d'une natte de couchage.

Janvier 2011 : La Lettre de Malango

26 405 Comoriens ont été expulsés en 2010, dont 6 405 enfants. Le record de 2009 est battu...

Aujourd'hui, un refuge dans l'oumma

Février 2009 : El-Had Saïd Omar ; Hzkpresse, 25 février 2009 ; visite du Président iranien Ahmadinejad à Moroni

... Le président Sambi rappelle... que les habitants de l'archipel des Comores sont d'origine africaine et arabe... Fier d'avoir effectué une partie de sa formation théologique au pays de l'Imam Khomeiny, il a chaleureusement félicité son homologue Ahmadinejad

^① A cause de son tangage, du nom d'une danse de la République démocratique du Congo.

PROLOGUE

d'être à la tête d'un grand pays dont la langue et la civilisation ont rayonné jusque dans notre région où les Comores sont le seul pays musulman... Il félicite l'Iran et ses dirigeants, qui fêtent cette année le 30^e anniversaire de la révolution islamique, pour avoir réussi son propre modèle de développement malgré de longues années d'embargo international, jusqu'à envoyer dans l'espace son premier satellite...

Et le président Sambu de conclure... en demandant à ce pays ami deux aides essentielles : le savoir et l'argent. Le numéro un iranien axe son discours sur la disponibilité de son pays à accompagner et à soutenir le continent africain et l'Union des Comores à prendre en charge leur propre développement après plusieurs décennies durant lesquelles les puissances occidentales ont pillé leurs richesses. Il dénonce les anciennes puissances coloniales de n'avoir pas permis à ces « peuples exploités de bénéficier des bienfaits de leurs propres richesses, mais dès lors qu'ils se sont libérés et recouvré leur dignité et indépendance, tout devient maintenant possible »... Selon lui, malgré l'embargo l'Iran a atteint ses objectifs et n'attend rien de l'Occident. Il terminera... en plaidant la solidarité islamique en déclarant que « seules la foi et la fraternité qui unissent nos deux peuples viendront à bout des difficultés, malgré la distance géographique. »

30 mars 2010 : La Lettre de Malango

La Ligue des pays arabes, réunie pour le 22^e sommet arabe à Syrte les 28 et 29 mars, a apporté un soutien sans réserve au Président Sambu, contrastant avec les réactions de l'UA, de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) et de la France...

La Ligue arabe confirme la « comorienneté » de l'île de Mayotte et demande à la France... de garantir son intégrité territoriale.

23 avril 2010 : La Lettre de Malango

L'émir du Qatar est arrivé à Moroni pour une visite officielle... En mars dernier, le Qatar avait organisé à Doha une conférence internationale pour le développement des Comores qui avait permis d'obtenir 540 millions de dollars de promesses de dons pour différents projets sur cinq ans...

Demain, un refuge dans la piraterie et l'extrémisme ?

25 mai 2010 : La Lettre de Malango

Un thonier espagnol a subi une attaque de pirates à 40 milles au sud du banc de Geysler, entre Mayotte et Madagascar...

D'autres attaques suivent courant 2010, dont une à 380 km au sud-ouest de Maore. La zone d'action des pirates s'accroît.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

21 mars 2011 : *La lettre de Malango*

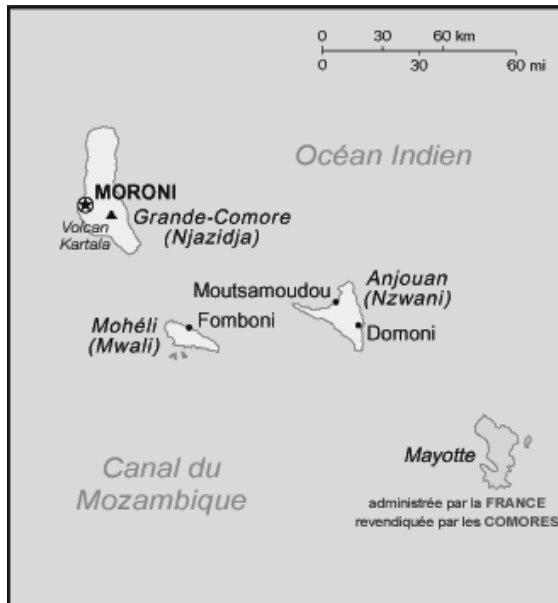
Le ministre comorien de la Défense déclare : nous lançons un vibrant hommage pour dire à la France que nous, gouvernement et le peuple comorien, soutenons fortement la Libye. Ensuite, de lui rappeler qu'il n'y a aucun pays au monde qui viole la démocratie autant que la France. Nous le voyons dans la question de Mayotte.

Ces réactions peuvent sembler exagérées en première analyse, mais elles s'expliquent par le sentiment d'impuissance éprouvé face à la France omnipotente et à la question pendante de Maore...

11 juin 2011 :

Le Comorien Fazul Abdullah Muhammad, présenté comme le chef d'Al-Qaida pour l'Afrique de l'Est, est tué à Mogadiscio. Il est un des responsables des attentats de 1998 à Dar-es-Salam et Nairobi et était depuis cette date pourchassé par les Etats-Unis.

Cet extrémisme est à ce jour très marginal au sein de la société comorienne.



MARCHÉ DE DUPES

Aujourd'hui, l'archipel des Comores est partagé en deux ; d'un côté l'île de Maore département français depuis mars 2011, de l'autre les îles de Ngazidja, Nzwani, Mwali qui constituent depuis l'indépendance de juillet 1975 un Etat souverain appelé initialement « République fédérale islamique des Comores » puis, depuis 2001, « Union des Comores ».

Officier français des Troupes de marine, j'ai été placé par le hasard de la vie professionnelle aux premières loges du théâtre dans lequel s'est joué un acte essentiel de la tragédie du peuple comorien, l'assassinat de son Président, Ahmed Abdallah, dans la nuit du 26 au 27 novembre 1989.

Ce meurtre de l'accoucheur de l'indépendance du pays a lieu dans un contexte politique singulier, hors normes et hors entendement, mêlant la France qui fête le bicentenaire de la Révolution française, où la gauche qui se dit promouvoir des valeurs humanistes est au pouvoir, l'Afrique du Sud de l'apartheid mise au ban de la communauté internationale et un groupe de mercenaires hors la loi aux ordres de Bob Denard. Ce meurtre est à la fois l'expression et le révélateur de pratiques colonialistes et « barbouzardes » d'un autre âge et d'un dévoiement des valeurs de notre République.

De cet assassinat du Président par le bras armé de la France, celui des mercenaires, naît une prise de conscience des Comoriens du besoin qu'ils ont de se prendre en charge et de lutter contre le colonialisme et ses avatars, séculaires et essentiellement français, qui minent et déstabilisent l'archipel.

Aujourd'hui en 2011, avec la départementalisation de Maore qui arrime, semble-t-il à jamais, l'île à la République française, se joue un nouvel acte de cette tragédie comorienne, celle d'un peuple à l'intégrité morcelée, au territoire en partie annexé, à l'identité niée et dénaturée, à la dignité bafouée, à la culture écartelée, aux intérêts floués et à l'espoir de réunification brisé et hypothéqué.

Les populations comoriennes, éparpillées par l'histoire et la nature au milieu du canal du Mozambique et démembrées par la politique néocoloniale française, sont depuis toujours oubliées par le monde entier, à l'exception des pays pour lesquels elles servent, à l'occasion ou sur le long terme, quelque intérêt politique, militaire ou économique. C'est essentiellement la France depuis 1841, année où est signé le traité lui cédant

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

la propriété de Maore. Puis, au gré des flux et reflux de la colonisation et de la décolonisation et de leurs aléas, notamment depuis 1974, date du premier référendum sur l'indépendance des quatre îles, dans le but de rester présente et influente dans la zone, la France manipule populations, élections, opinions publiques et droit international. C'est aussi l'Afrique du Sud durant la période de l'apartheid et sa mise au ban, plus formelle qu'effective, de la communauté internationale. C'est aussi, à l'occasion, Israël qui peut via les Comores briser l'embargo qui frappe l'armement et l'industrie nucléaire...

En cette année 2011, où je termine d'écrire ce récit commencé trois ans auparavant lors d'un week-end de janvier 2008 au bord d'un étang gelé de l'Iowa, voici vingt-deux ans que le Président des Comores a été assassiné. Plus le temps a passé, plus j'ai éprouvé le besoin viscéral d'en parler car cet événement, non seulement a été fondateur pour l'histoire du peuple comorien, mais a marqué profondément ma sensibilité et ma perception des relations internationales, notamment celle des relations des pays occidentaux avec les ex-pays colonisés.

Plus je m'astreins à me remémorer le vécu de ce drame, traité alors comme un fait divers exotique et banal par la presse, puis par la justice française, à analyser ses tenants et aboutissants dans leurs contextes local et international, plus j'en perçois la portée essentielle et universelle pour les habitants des Comores, leur culture et leur civilisation. J'en devine les logiques, les motivations, l'injustice et le caractère emblématique d'une politique française ethnocentriste, dévoyée, rétrograde et injuste, cachée derrière le paravent d'une promotion d'une démocratie formelle et des grands principes des droits de l'Homme et de la solidarité, et durant de longues années derrière le petit doigt de la sous-traitance aux mercenaires.

A la suite de cet épisode tragique, les relations entre la France et la République souveraine des Comores ont évolué, à l'instar des relations des autres pays africains avec la France, vers plus d'indépendance et de méfiance, mais la politique actuelle de la France aux Comores, que ce soit vis-à-vis de l'Union des Comores ou de l'île de Maore, est dans le droit fil des ingérences et excès passés. Certes, les Mahorais ont voté avec constance de 1974 à 2009 pour rester Français. En 1974, les Mahorais l'ont fait en réaction contre l'autorité nouvelle de Moroni^① - capitale de l'Union des Comores - ressentie comme insupportable plus que par attachement à la France. Puis, les perspectives de développement et de mieux-vivre, vues dans le miroir des statuts successifs offerts par la France, jusqu'à celui de

^① Le transfert de l'Assemblée territoriale des Comores de Dzaoudzi (chef-lieu de l'archipel au temps de la colonisation) à Moroni ; cf. quatrième partie.

MARCHE DE DUPES

département aujourd'hui, ne pouvaient qu'amplifier cette volonté d'adhésion où la motivation, respectable, des intérêts matériels est plus forte que celle du cœur.

Je respecte le choix des Mahorais d'aller contre le sens de l'histoire, celui de la décolonisation, et leurs arguments soient-ils matérialistes. Mais, on peut s'interroger sur la maîtrise qu'ils ont de leur destin et de leur culture, sur le déséquilibre des forces en présence, sur le piège que la France leur a tendu. Leur a-t-elle vraiment laissé un autre choix que de voter en faveur du rattachement à la France en 1974 et 1976, puis de la départementalisation en 2009 ? Là est la seule question qui vaille à mes yeux.

En outre, pas plus que le « Nègre marron » du Bas-Maroni^①, l'Indien du Haut-Maroni, le Kanak de l'île d'Ouvéa, l'Antillais de Basse-Terre, le Mahorais de la Grande-Terre ou de la Petite-Terre de Maore ne trouvera son compte dans ce marché de dupes, un mode de vie et une façon de pensée importés qui le coupent de sa culture, de ses racines, de sa seule vraie richesse, celle de l'âme, patiemment forgée et ciselée au fil des siècles, puis léguée par ses ancêtres.

Ce récit mêle autobiographie, faits vécus, relations internationales et témoignages. Il exprime leur interprétation géopolitique et leur ressenti humain au regard de ma conception de la liberté de l'homme et des peuples, à travers le prisme de mon parcours et des valeurs héritées de la Révolution française et de mon éducation. En somme, ce récit se veut un message humaniste de respect de l'homme et des cultures. Mais, ce faisant, je ne veux pas, croyant savoir ce qui est bon pour l'autre, faire à mon tour et à rebours du néo-colonialisme, en imitant mes aïeux, ceux qui prônaient l'exportation de la civilisation et la colonisation, avec les mêmes motivations affichées, notamment la générosité, le bien commun, les valeurs universelles... Je ne veux pas donner de leçon, encore moins faire de la morale, simplement délivrer un point de vue et faire partager un ressenti qui vient autant de mon cœur et de mes tripes que de mon raisonnement et qui n'engage que moi, seul face à mon passé, mes actes et mes jugements que j'assume et que je soumetts au lecteur.

Ce point de vue qui considère que Maore et les Comores dans leur ensemble subissent une néo-colonisation, avatar de la colonisation, est certes à ce jour peu partagé, hors quelques organisations à l'audience

^① Esclave évadé jadis et qui vit le long du fleuve Maroni, frontière de la Guyane avec le Surinam.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

étriquée, tant le conformisme de la pensée politique et l'histoire récente sont prégnants, mais je l'estime précurseur et appelé à gagner du terrain dans notre monde globalisé où l'identité des peuples et la défense des particularismes, en réaction à cette mondialisation, sont des facteurs de plus en plus forts, discriminants et moteurs.

Incidentement, bien que le désir soit impérieux, ce récit me donne l'occasion de révéler quelques éléments d'information inédits qui infirment le déroulement du scénario de la mort du Président Ahmed Abdallah, tel que Bob Denard l'a présenté avec constance jusqu'à sa mort, notamment dans ses deux derniers livres et devant la justice en 1999.

En effet, le cours et l'issue de son procès eussent été sans doute différents si l'enquête avait été bien menée et plus de témoignages recueillis ; si l'instruction avait placé Denard et ses subordonnés devant leurs contradictions, si elle avait pris en compte la préméditation du scénario du 26 novembre 1989 et les responsabilités dans son exécution ; si les quatre morts et les huit blessés collatéraux, ainsi que la tentative d'assassinat du commandant Ahmed avaient pesé dans le plateau de la balance ; si la justice, au lieu d'être sinon aux ordres, à l'écoute du politique et à tout le moins sous son influence et inhibée par la raison d'Etat, avait rempli sa noble fonction de contre-pouvoir ; si la justice, au lieu de demander à un expert en balistique si la précision du tir en rafale de la Kalachnikov était compatible avec la panique du garde du corps comorien, avait cherché à réfuter la version fantaisiste et tendancieuse de Bob Denard, à savoir celle d'un garde du corps qui cherche à le tuer et qui par erreur tue le Président. En effet, à cet instant, malgré le chaos organisé alentour par quelques mercenaires, il n'y a ni panique ni tir du garde du corps ; le Président est sans doute déjà mort lorsque les balles de 7,62 mm tirées au coup par coup par un des mercenaires présents dans le bureau, transpercent son corps, son fauteuil et le climatiseur ; si la justice avait cherché à réhabiliter le Comorien plutôt qu'à innocenter le Français ; si la justice n'avait pas été rendue selon les souhaits de l'Etat pour, en passant, le dédouaner de sa politique africaine dévoyée ; si la justice n'avait pas été, elle aussi, un rouage du système, aux ordres, par culture de la soumission, par manque d'indépendance en vertu de la hiérarchie des pouvoirs au sein de la République et aussi par manque de capacités interculturelles et de culture démocratique. Bref, si la justice n'avait pas été une parodie de justice et avait rendu la Justice.

Cette politique et cette justice qui lui « cire les pompes » n'honorent pas notre pays. Je suis naturellement plus indulgent envers les Comores, pays qui se débat dans les affres du sous-développement avec ses insuffisances

MARCHE DE DUPES

matérielles et humaines, qu'envers mon pays, et cette sévérité est proportionnelle à mon amour pour lui, ce pays qui a du mal à solder ses rêves impérialistes et à les concilier avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, droits dont il se dit être la patrie, dont il se veut être le chantre et le parangon, sans, au vu de sa politique passée, en posséder beaucoup de légitimité.

France que j'idéalise trop sans doute... France qui, se drapant dans une dignité de façade et dans ses certitudes éculées, notamment la primauté de ses valeurs, accroît sa zone économique exclusive (ZEE^①) et bafoue les résolutions internationales et la dignité des peuples en agissant, soit à visage découvert comme à Maore, soit dans la clandestinité et derrière le masque d'une nébuleuse de mercenaires et d'affairistes cosmopolites au sein des trois autres îles comoriennes. France qui, dans sa logique impérialiste, est plus soucieuse de sa mainmise sur Maore que du développement de l'Union des Comores, qui ne met pas en concordance l'affirmation des principes avec ses actes, qui proclame la supériorité du droit sur la force et met en œuvre la force au détriment du droit international, au mépris du peuple comorien.

Je décris les événements de novembre et décembre 1989 comme je les ai vécus en les replaçant dans leur contexte politique et militaire, puis je donne mon obole à la vérité sur les événements de cette nuit tragique. Ensuite, j'explique comment, par mon évolution personnelle depuis l'enfance, sensibilité, vécu et raisonnement mêlés, j'en arrive étape après étape à porter ce jugement sur la politique de ma France aux Comores, politique dans le droit fil de l'impérialisme passé, que ce soit à Moroni ou à Maore où, par la démocratie du coucou, la France poursuit son « œuvre colonisatrice » initiée sous la royauté et amplifiée à partir de 1870, à la naissance de la III^e République.

La colonisation globale de 1841 à 1974 à Mamoudzou (chef-lieu du département de Mayotte/Maore) et Moroni, la décolonisation avortée à Maore et, de 1974 à 1989, l'instrumentalisation de l'archipel par la France et l'Afrique du Sud constituent de la part de ces pays, des crimes d'Etats contre l'Etat comorien ainsi que contre la culture des peuples des Comores,

^① ZEE, zone économique exclusive. La France, avec les autres îles de son outre-mer, notamment celles de l'océan Indien (cf. carte supra) possède, après les USA, la deuxième ZEE par sa superficie : 11 035 000 km² contre 11 351 000 km². Les îles Eparses, avec les îles Crozet, Kerguelen, Saint-Paul et Amsterdam, et la Terre Adélie constituent les TAAF.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

des crimes d'Etats à Moroni et Mamoudzou, des crimes contre l'humanité comorienne ; des crimes par les armes, l'assassinat du Président Ahmed Abdallah à Moroni, des crimes par les urnes, la démocratie du coucou à Mamoudzou. Depuis l'indépendance, ces ingérences françaises et sud-africaines que ce soit à Moroni ou Dzaoudzi sont des avatars de la colonisation. L'image de la France aux Comores est celle d'un Etat voyou de Louis-Philippe à Nicolas Sarkozy qui mêle mercenaires, françafrique, apartheid, services secrets, assassinats, manipulations derrière le paravent des élections et des déclarations politiquement correctes.

Pour les Comores, les dés sont pipés depuis 1841, année du traité liant Maore au roi de France Louis-Philippe, et 1843, année où le capitaine Passot des Troupes de marine prend possession de l'île au nom du roi. Puis, vingt ans après l'assassinat du Président Ahmed Abdallah en 1989, le Rubicon est franchi en 2009 avec le référendum sur la départementalisation, *alea jacta est* pour la France et Maore ! Le fossé de l'île dissidente se creuse dans l'immédiat avec ses frères et sœurs de l'Union des Comores, ses racines et sa culture, mais jusqu'à quand ? L'échelle de l'histoire des peuples se mesure en siècles, voire en millénaires, et n'est pas l'affaire d'une ou deux générations, pas plus que de la durée de vie d'une République. Parfois, sur le long terme, l'histoire se retourne et le franchissement du Rubicon n'est plus qu'un épiphénomène, les civilisations conquérantes s'assoupissent, comme les dinosaures disparaissent, sans qu'on sache très exactement quand et pourquoi, tandis que d'autres cultures se réveillent de leur torpeur millénaire et, devenues civilisations, font valoir à leur tour leurs arguments économiques, religieux, culturels ou militaires.

Tristes tropiques au sens où l'entend l'ethnologue Claude Lévi-Strauss lorsqu'il nous décrit avec respect et humanisme les populations natives du Brésil, vivant à la même latitude que celles des Comores. Tristes Comores où la politique étrangère des Etats bafoue le peuple comorien et le droit international.

Keokuk, Iowa, Etats-Unis, 20 janvier 2008

« LE PRÉSIDENT A TROUVE LA MORT »

1.1 Le feu couve dans la caldeira

- Sous-traitance aux mercenaires
- Le roi Denard
- Décor local et coopération française
- Diabolisation du commandant Ahmed
- La pression monte

1.2 « Nuit des longs couteaux » au palais présidentiel

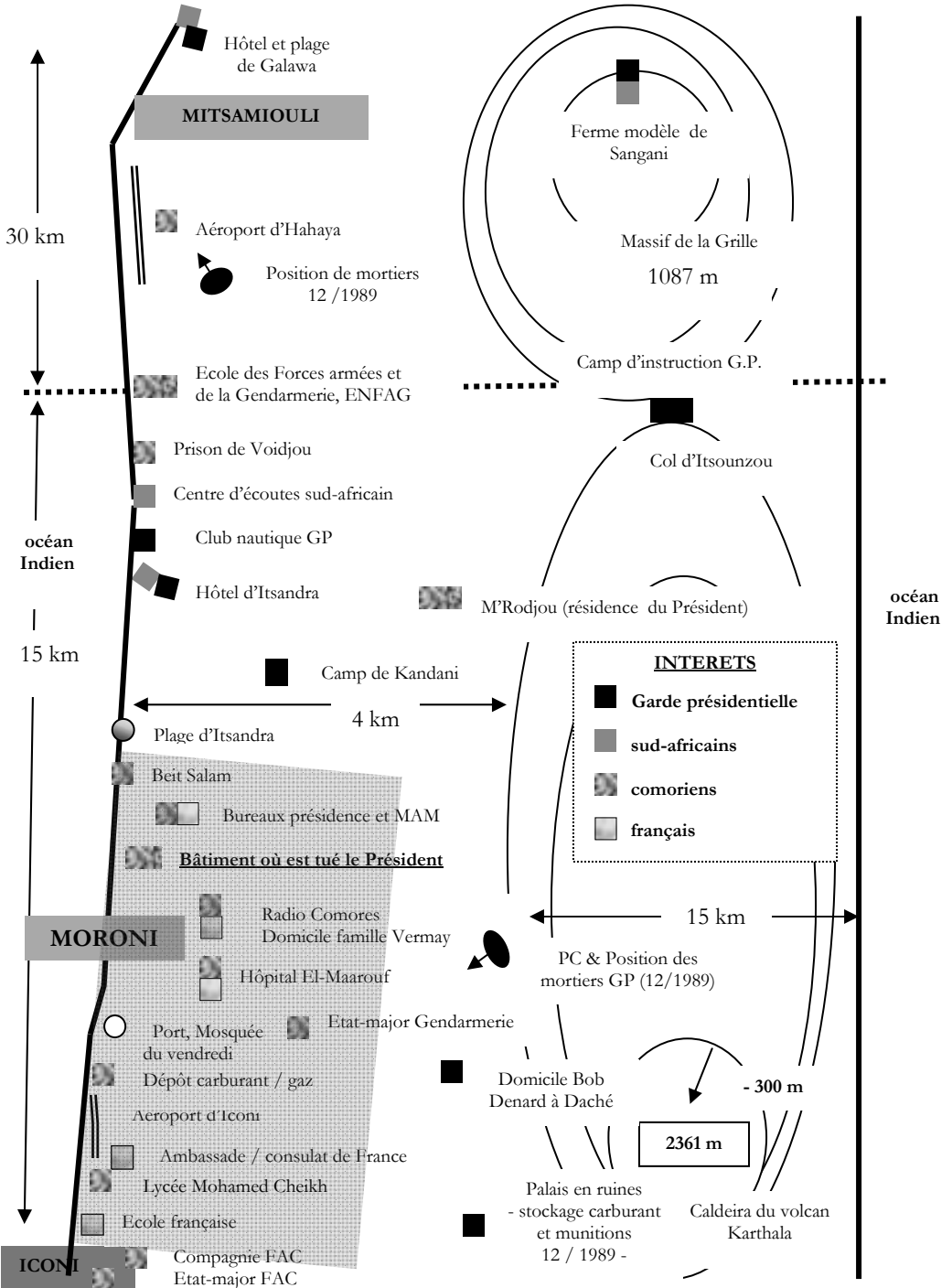
- Vécu de la nuit tragique
- « Le Président a trouvé la mort »
- Le jour d'après, le 27 novembre

1.3 Jeu de rôles, le 15 décembre 1989

- Préparation de l'intervention française
- Dispositif de combat de la GP
- Le 5 décembre, tournant dans la crise
- Recherche du renseignement
- Le 15 décembre, « Apocalypse Now »
- A chacun son blues

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

SCHEMA DE SITUATION MORONI ET ENVIRONS



« LE PRESIDENT A TROUVE LA MORT »

L'assassinat du Président Ahmed Abdallah marque un tournant dans les relations entre la France et l'Etat comorien. Le 26 novembre 1989, aussi bien par les acteurs qui sont sur scène que par le contexte international qui constitue le décor, se joue un événement majeur, un acte symbolique de la décolonisation et de la vie des Comores.

Cet acte est emblématique par la personnalité du Président, son passé et sa stature de politicien français, son rôle d'opposant à la France dans l'accession partielle des Comores à l'indépendance en 1975, sa connaissance des arcanes et des secrets de la vie politique française et sa volonté constante de réunir les quatre îles sous le même drapeau. Il est emblématique aussi par la personnalité charismatique, fantasque et aventurière de Bob Denard, ses missions au service de l'Occident, de la France et de divers chefs d'Etat d'Afrique et du Moyen-Orient, voire d'opposants africains, avec toujours pour fil rouge l'anticommunisme. Le décor est celui d'une Afrique qui cherche à s'émanciper, chaque pays à son rythme, suivant ses moyens, son passé et la force des ingérences extérieures, celui d'un pays, les Comores, dont la fragilité et l'isolement sont mis à profit à peu de frais, qui par la France pour assouvir sa volonté de puissance dans l'Océan Indien, qui par l'Afrique du Sud pour faire perdurer son système de ségrégation, l'apartheid. Les mercenaires, au service de ces deux puissances, sont les supplétifs idéaux dans cette période transitoire, antérieure à l'effondrement du monde soviétique, mais où se profile déjà le monde d'après les postures de la guerre froide. L'assassinat du Président, concomitant avec la chute du mur de Berlin, marque le début d'une nouvelle phase de décolonisation pour l'Afrique en général (cf. par exemple l'implosion de la Corne de l'Afrique en 1991) et les Comores en particulier. Pour ce pays, il marque un nouveau départ, un choc psychologique et politique qui permet de trancher le nœud gordien qui le relie depuis près de cent cinquante ans à sa puissance coloniale. C'est le début de l'indépendance réelle, de facto après celle formelle et de jure de 1975.

Mais, aujourd'hui, le recul de plus de vingt ans par rapport à l'événement permet d'affirmer que cet assassinat est aussi en filigrane, par un jeu subtil en partie inconscient pour les deux pays mais sans doute encore plus pour les Comoriens à l'horizon rétréci par les difficultés et les obstacles de toute nature, un recul dans cette quête globale d'indépendance, une perte pour l'Union des Comores et les Comoriens, la perte de l'île de Maore. Cette dernière va ainsi pouvoir, grâce aux contrefeux allumés par les bouleversements géopolitiques de 1989, puis grâce à la crise économique qui débute en 2008, plus facilement et plus discrètement être phagocytée par la République française.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

Ces événements marquants de l'histoire des Comores et de mon parcours militaire se déroulent comme une pièce de théâtre, un théâtre d'ombres portées sur la France et l'Afrique du Sud, un théâtre de marionnettes dont les ficelles sont tirées par ces puissances tutélaires. C'est une tragédie classique en cinq actes, avec pour prologue la proclamation unilatérale de l'indépendance par Ahmed Abdallah en 1975 et, jusqu'en 1989, les quatorze années de tutelle franco - sud-africaine.

« Gardez-moi de mes amis... » Tel pourrait être le titre de cette pièce en cinq actes :

- acte I : avant le 27 novembre 1989, la création des conditions du départ des mercenaires par la France et l'Afrique du Sud
- acte II : le scénario qui conduit à l'élimination des Forces armées comoriennes (FAC) par l'attaque de la présidence le 26 novembre à minuit
- acte III : l'assassinat du Président Ahmed Abdallah peu après minuit
- acte IV : la manipulation de l'information et la préparation d'un scénario de sortie de crise entre le 27 novembre et le 14 décembre
- acte V : la gesticulation militaire française et le départ des mercenaires le 15 décembre

L'épilogue est constitué des simulacres de procès où comparait Bob Denard en 1993^①, 1999^② et 2006^③, puis du référendum de mars 2009 qui consacre la partition de l'archipel, Maore s'engageant dans un processus de départementalisation de jure à court terme en 2011, de facto à long terme avec un processus administratif d'une durée de 25 ans.

Avec, comme dans les tragédies littéraires, unité d'action, de temps et de lieu pour concentrer l'intensité dramatique de l'intrigue. Unité d'action avec pour rôles principaux deux héros de légende ; Bob Denard, mercenaire aux innombrables aventures, et Ahmed Abdallah, vieux routier de la vie politique française et avisé homme d'affaires. Deux héros aux intérêts divergents et entre lesquels le lien de la confiance, sous la pression extérieure, est rompu. Unité de temps car tout est joué en moins d'un jour, entre l'après-midi du 26 novembre et la matinée du 27 novembre ; unité de lieu à Moroni et notamment dans le bureau du Président où se noue le drame qui cristallise l'intrigue. Et, comme dans la tragédie de Racine, les personnages sont mus par une logique qui les dépasse.

① Pour la tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977.

② Pour l'assassinat du Président Ahmed Abdallah en 1989.

③ Pour la tentative de coup d'Etat aux Comores en 1995.

« LE PRESIDENT A TROUVE LA MORT »

Dès l'assassinat connu, on constate d'une part un déni de responsabilité de la part des mercenaires dans la tragédie dont ils sont les instigateurs et d'autre part un sentiment de fatalité des autorités comoriennes spectatrices de leur histoire. Alors s'accélère une crise politique, initiée par l'Afrique du Sud et la France à l'insu des mercenaires et des Comoriens, ce qui rend d'autant plus illusoire et pathétiques les efforts des personnages pour échapper à leur destin. Des personnages qui sont proches de la caricature et d'acteurs de films, non de western car il n'est pas aisé de reconnaître ni le bon, la brute ou le truand, ni même les Indiens, mais plutôt des acteurs d'un polar à la John le Carré^① où les fils de l'intrigue ne sont pas faciles à dénouer lorsque les services secrets s'en mêlent.

Mais le sommet de l'intensité dramatique, l'assassinat du Président Ahmed Abdallah, cache la problématique majeure, la mise hors jeu des mercenaires qui est le véritable enjeu du complot franco - sud-africain. En effet, cet assassinat et la prise du pouvoir qui en découle de facto sont le prétexte de l'intervention française, tandis que Bob Denard par sa gesticulation et sa manipulation de l'information s'enferme dans le piège qui lui a été tendu. La responsabilité de la France est avérée dans cet assassinat comme le reconnaît le premier ministre d'alors, Michel Rocard qui déclare récemment^② que, en novembre 1989, Bob Denard était en service commandé sous l'égide de la Direction générale de la sécurité extérieure, DGSE.

Avant de passer aux faits tragiques et à leur interprétation, il faut planter le décor de cet archipel aux marges de l'Afrique et de l'entendement européen, à la culture et à l'histoire si riches, aux paysages si beaux, source de potentialités encore inexploitées et aux habitants si attachants, tolérants et généreux ; un archipel d'îles lointaines et minuscules à l'échelle du globe qui est ignoré par la plupart ou qui est, au mieux, tenu pour quantité négligeable en fonction de critères géopolitiques ou économiques faisant allègrement fi des habitants qui y vivent.

Le feu couve dans la caldeira

L'histoire nous montre que la France ne lâche pas ses colonies sans un ou plusieurs élastiques à la patte, que ce soit pour des raisons politiques,

^① *La Constance Du Jardinier* de John le Carré dénonce le néocolonialisme de l'industrie pharmaceutique en Afrique.

^② Dans une interview rapportée dans *Complocratie*, Bruno Fay, éditions du moment, 2011.

LES COMORES, UN PEUPLE BAFOUÉ

puis économiques et enfin mafieuses depuis que les réseaux économiques et politiques interdépendants ont prospéré sur la dépouille de l'Empire durant plus de cinquante ans dans le sillage des actions et manipulations politico-barbouzardes de Foccart.

Sous-traitance aux mercenaires

Maore, de par l'éparpillement des îles et la discontinuité territoriale, n'est pas en mesure de contrôler l'ensemble de l'archipel des Comores et il ne faut pas, dans le contexte géostratégique du milieu des années soixante-dix, que cet archipel tombe sous le contrôle des Soviétiques ou dans leur sphère d'influence comme le sont alors certains pays de la région, Seychelles, Madagascar et Mozambique.

Aussi, sous les auspices de nos services secrets et avec la bénédiction de Jacques Foccart, proche de Jacques Chirac, va prendre naissance la saga Bob Denard aux Comores qui ne s'achèvera que vingt ans plus tard par un baroud d'honneur, un nouveau débarquement en septembre 1995 - Chirac est à nouveau aux commandes depuis quelques mois - qui bouclera la boucle et marquera la retraite du Corsaire de la République, vaincu à la fois par le poids des ans, de nouvelles mœurs politiques et l'évolution des relations internationales dans lesquelles il avait l'habitude de prospérer : rivalité Est-Ouest, lutte contre le communisme, apartheid et African National Congress (ANC) de Mandela, contournement des embargos à destination de l'Afrique du Sud, l'Iran ou Israël, missions au profit de l'Afrique du Sud : écoutes des réseaux radio, surveillance des bases ANC à Lusaka (Zambie) et Dar-es-Salam (Tanzanie), base arrière pour la guerre au Mozambique et pour l'élimination des dirigeants de l'ANC en Afrique et en Europe...

Néanmoins, les mercenaires continueront à prospérer en Afrique dans la décennie quatre-vingt-dix, avec des recrutements ponctuels pour des opérations particulières. En effet, la France continuera à faire appel à eux à diverses occasions, par exemple en 1997, au Congo-Brazzaville pour remettre au pouvoir Sassou N'Guesso ou, à contretemps, au Zaïre voisin en faveur de Mobutu très malade et déjà politiquement mort.

C'est, de toute évidence, à la demande ou avec l'accord de la France^① qu'en 1978 Bob Denard renverse et assassine le Président Soilih, après avoir débarqué son commando de l'*Antinéa*^②, et installe à sa place le Président

^① Le général Aussaresses le confirme dans *Général Aussaresses, je n'ai pas tout dit* ; cf. bibliographie.

^② Ce bateau, échoué, continue de rouiller dans un espace maritime « protégé », à Mwali.